



---

## **Conjoncture 2022 : inflation, sécheresse, tout flambe ou presque...**

---

Crise climatique, guerre en Ukraine, reprise économique qui s'essouffle, autant de paramètres qu'il a fallu retenir pour établir une synthèse sur la conjoncture agricole de rentrée. Même si elle ne sera pas forcément exhaustive, cette note sera sans doute plus longue, plus étoffée que les notes des années antérieures.

### **Contexte macro-économique**

L'économie française est bousculée par le retour la hausse des prix, qui vient freiner la reprise économique post-Covid pourtant annoncée comme forte et durable. Une inflation qui avait été pourtant éradiquée depuis plus de deux décennies. Certaines économies, à l'instar de celle du Royaume-Uni, ont dépassé les + 10 %, tandis que d'autres se rapprochent d'une inflation à deux chiffres, à l'image des Etats-Unis (+ 8,5 %).

Si la reprise post-Covid est affectée si lourdement, au point que les prévisions sont constamment révisées à la baisse, c'est aussi parce que les taux d'intérêt sont nettement repartis à la hausse, reflétant un resserrement prononcé des politiques monétaires. A titre d'exemple, le taux directeur de la FED (Banque Centrale américaine), est passé de 0,5% à la fin de l'année 2021 à désormais 2,5%.

Cette remontée des taux d'intérêt entraîne un mouvement haussier des coûts d'emprunt des Etats (taux souverains à 10 ans) qui, de négatifs durant de longues années, sont repassés en positif, comme aux Etats-Unis (+3,1%), et en France (+1,9%). Si cette remontée des taux souverains persistait dans les mois, voire les années à venir, la charge d'intérêt s'alourdirait pour les Etats (pour la France, elle représenterait 150 milliards en 2030, sachant que, dans la zone Euro, l'Italie et la France seraient dans l'œil du cyclone si une crise des dettes souveraines surgissait dans le cadre d'une récession assortie d'une crise financière).

**Le PIB français ne croit que de + 0,5 % au second trimestre 2022**, après un passage dans le négatif au premier trimestre (- 0,2 %).

**En juillet 2022, les prix à la consommation augmentent de 6,1 % sur un an.** Selon l'INSEE, cette hausse de l'inflation résulte de :

- la hausse des prix des services (+3,9 %) : transports, hôtellerie, restauration, loyers ;
- **la hausse des prix de l'alimentation (+ 6,8 %) : légumes frais (+ ,9 %), fruits frais (+ 2,7 %), poisson, viande (+ 8,8 %), produits laitiers et œufs (+ 8 %), pains et céréales (+ 7,6 %), huiles et graisses (+ 21,2 %) ;**
- la hausse des produits manufacturés (+ 2,7 %) ;
- la hausse des prix de l'énergie (+ 28,5 %).

Signe d'adaptation des Français à l'inflation, les dépenses de consommation des ménages se replient : - 1,3 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, puis - 0,2 % au second. A noter : **la baisse de la consommation alimentaire** (-2,3 % en valeur au deuxième trimestre – en comparaison certes à une année 2021 qui était encore marquée par les restrictions sanitaires et une consommation alimentaire à domicile supérieure à l'historique).

Ce contexte de regain d'inflation s'explique également par la forte dépréciation de l'Euro par rapport au dollar. Alors qu'en 2020, l'Euro valait encore 1,2 dollar, il est passé sous la barre de la parité le 25 août dernier, avec 1 Euro pour 0,99 dollar. Cet affaiblissement de la monnaie unique provient d'un décalage temporel dans le redressement des taux d'intérêt. La FED a été en effet la première à resserrer sa politique monétaire, la BCE ayant opté pour un certain attentisme, incitant les acteurs financiers à placer leurs actifs sur le marché financier américain, plus rémunérateur par rapport à celui de la zone Euro. Le dollar a ainsi progressé de +14% face à l'Euro depuis le début de l'année 2022.

### Cours de l'euro en dollar

en \$ (cotations hebdomadaires)



135- Chambres d'agriculture - Études

source : Les Echos

Le jeu des parités monétaires €/ \$ fait que les importations de la zone Euro, et singulièrement celles de la France, ont un coût plus élevé, notamment dans le secteur énergétique. Ce renchérissement du coût des importations n'est que faiblement compensé par une meilleure compétitivité-prix imputable à un Euro faible (voir plus bas le cas des exportations de produits agricoles et alimentaires).

## Le point noir de l'économie française : ses échanges extérieurs

La balance des opérations courantes (échanges de marchandises et services, y compris tourisme), affiche une dynamique globale positive, les exportations croissent de + 0,8 % grâce notamment au retour des touristes étrangers sur le territoire métropolitain. A ne prendre que le seul solde du commerce de marchandises FAB-FAB, la situation de l'économie française se dégrade fortement, puisque le solde déficitaire s'accroît pour le sixième trimestre consécutif.

Au cours du **premier semestre 2021, le solde de la balance des biens était de - 34 milliards d'€**. Il s'est de manière vertigineuse, creusé au **premier semestre 2022, pour atteindre - 71 milliards d'€**. Sur les **quatre derniers trimestres (2021 et 2022), le déficit s'est fixé à - 121 milliards d'€** (données douanes françaises, FAB-FAB, y compris le matériel militaire).



## Commerce extérieur agroalimentaire : hausse de l'excédent

**Le solde excédentaire français atteint sur les 6 premiers mois de 2022 près de 4,8 milliards d'euros, une nette progression par rapport à 2021 (3,7 milliards).**

Les résultats de la balance commerciale s'améliorent grâce à une croissance des exportations en valeur plus conséquente que celle des importations. **Cette amélioration est portée par le commerce intra-communautaire.** La guerre en Ukraine a provoqué une réorientation de la demande en céréales et oléagineux des Etats membres qui dépendaient des productions ukrainiennes : les Pays-Bas, l'Allemagne, la Belgique. Les productions françaises ont pu en bénéficier.

**Notre balance commerciale se dégrade toutefois vis-à-vis des Pays tiers** (4,5 milliards contre 4,9 milliards d'euros en 2021), à la fois sur les produits bruts et transformés, du fait d'une hausse des importations : produits de la pêche, viandes, café, légumes.

Globalement, si la tendance à l'excédent se maintient durant le second semestre, le solde positif de la balance agroalimentaire pourrait frôler les 10 milliards d'€, renouant avec un niveau record antérieurement atteint en 2011.

millions d'euros

Produits CPF2	Juin						Cumul 6 mois					
	Importations		Exportations		Solde		Importations		Exportations		Solde	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
<b>UE</b>												
Produits bruts	666	682	896	1 193	229	511	4 091	4 327	5 651	7 680	1 560	3 353
Produits transformés	2 925	3 377	2 353	2 674	-572	-704	15 504	18 413	12 706	15 358	-2 798	-3 055
<b>AGROALIMENTAIRE</b>	<b>3 591</b>	<b>4 059</b>	<b>3 248</b>	<b>3 867</b>	<b>-343</b>	<b>-193</b>	<b>19 595</b>	<b>22 740</b>	<b>18 357</b>	<b>23 038</b>	<b>-1 238</b>	<b>298</b>
<b>Pays tiers</b>												
Produits bruts	624	738	245	476	-379	-262	4 038	4 907	2 568	3 358	-1 470	-1 549
Produits transformés	1 170	1 441	2 463	2 549	1 293	1 107	6 509	8 142	12 868	14 192	6 359	6 050
<b>AGROALIMENTAIRE</b>	<b>1 794</b>	<b>2 179</b>	<b>2 708</b>	<b>3 025</b>	<b>914</b>	<b>846</b>	<b>10 546</b>	<b>13 049</b>	<b>15 435</b>	<b>17 550</b>	<b>4 889</b>	<b>4 501</b>
<b>Monde</b>												
Produits bruts	1 291	1 420	1 141	1 669	-150	249	8 129	9 235	8 219	11 038	90	1 803
Produits transformés	4 094	4 819	4 815	5 222	721	404	22 013	26 555	25 574	29 550	3 561	2 995
<b>AGROALIMENTAIRE</b>	<b>5 385</b>	<b>6 238</b>	<b>5 956</b>	<b>6 891</b>	<b>571</b>	<b>653</b>	<b>30 142</b>	<b>35 789</b>	<b>33 793</b>	<b>40 588</b>	<b>3 651</b>	<b>4 798</b>

Source : Douanes/SSP

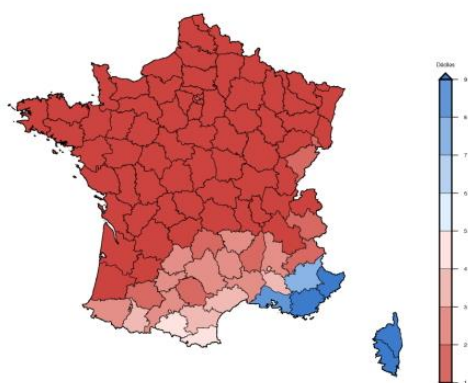
## Une sécheresse historique

L'année 2022 est traversée par une sécheresse d'une intensité historique, conduisant à des tensions sur l'eau potable. Le déficit de pluviométrie est historique sur tout le territoire en cet été, ainsi que le niveau des températures : le mois de juillet 2022 est le plus sec jamais enregistré en France et le déficit de précipitations atteint 85 %.

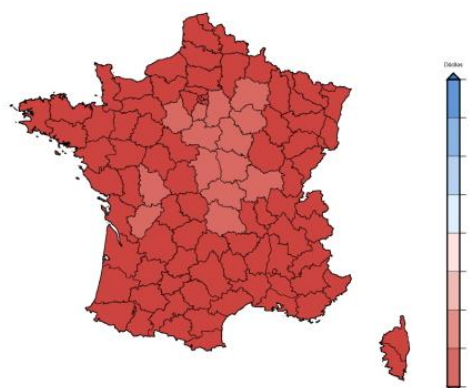
Dans ce contexte, l'ensemble des sols est en situation de sécheresse. Une situation 2022 (à droite) pire qu'en 1976 (à gauche) ou 2003 :



3 août 1976



3 août 2022



Cet épisode de sécheresse a un lourd impact sur le secteur agricole et touche l'ensemble des filières : viticulture, grandes cultures, élevage...

Ainsi, le secteur de l'**élevage** fait face à des difficultés d'abreuvement et de forts déficits sur les récoltes de fourrages (on observe localement jusqu'à 100% de pertes sur les deuxièmes et troisièmes coupes de foin). En conséquence, outre des descentes d'estives avancées, des décapitalisations sont à relever.

En **grandes cultures**, les fortes températures ont conduit à des échaudages fréquents, les cultures non irriguées présentent des pertes importantes liées au manque d'eau : on observe localement de l'ensilage de maïs semence faute de fécondation. Par exemple dans l'Aude, la récolte de tournesol est la plus mauvaise depuis 40 ans.

Pour l'**arboriculture**, les fortes températures et la sécheresse ont conduit à des pertes de qualité (par exemple sur la coloration des pommes) mais aussi de quantité (jusqu'à 100% pour les oliviers non irrigués). En **maraichage**, le constat est le même : baisse de calibre, perte importante quantité (pomme de terre, salades...).

Enfin, la **viticulture**, la sécheresse a entraîné une baisse de la taille des baies. Celles-ci ayant peu de jus, la perte est estimée entre 20 et 40% dans le Gard par exemple.

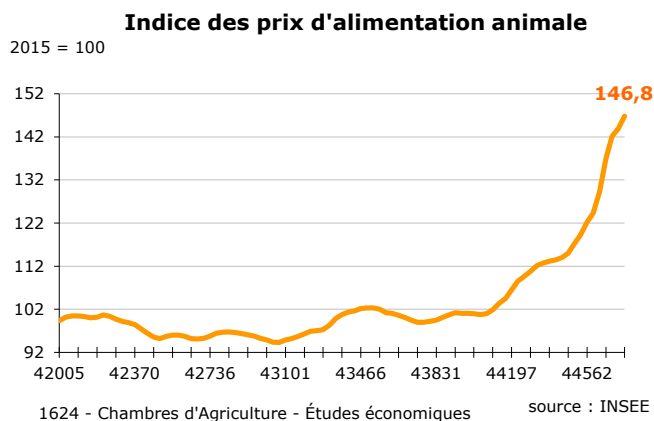
## Productions animales

**L'élevage souffre d'un net ralentissement de la pousse de l'herbe : - 21 % à fin juillet par rapport à la moyenne 1989-2018. 80 % des régions fourragères sont déficitaires.** Les régions les plus touchées: PACA, Occitanie, Hauts-de-France, Grand Est.

Ce contexte climatique, qui vient diminuer la part de l'herbe dans les rations, survient en pleine flambée du coût de l'aliment du bétail. Sur un an, en juin, les hausses de coûts de l'aliment s'élèvent à :

- + 28,4 % en production bovine
- +27,7 % en production de lait de vache
- +33,2 % en production porcine
- +24 % en production de poulet





**Agreste relève que la hausse des prix à la production dans les filières d'élevage permet de compenser cette flambée de l'aliment, à l'exception de la production porcine, le prix du porc n'ayant progressé que de + 9,8 %.**

**Lait de vache** : la poursuite de la diminution du cheptel laitier, combinée à la hausse des coûts de production, a contribué au repli de - 1,9 % de la collecte nationale. Alors que le prix standard du lait conventionnel progresse de + 27 % sur un an en mai (419 €/1000 l), la dynamique est toute autre pour le lait bio qui passe à 403 € /1000 l.

Sur le plan du lait conventionnel, le prix versé en France est en moyenne inférieur à celui qui est pratiqué dans les principaux bassins de production européens.

## Grandes cultures

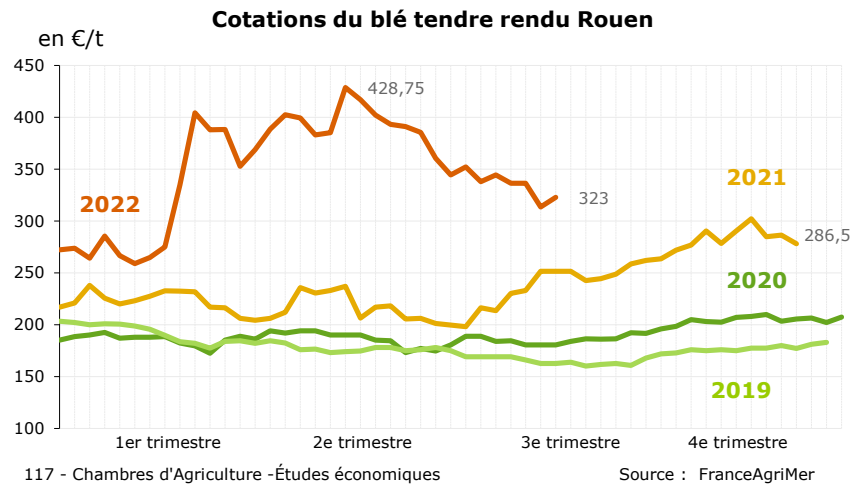
**Blé tendre** : hausse du rendement national par rapport à l'an passé (72,1 q/ha, mais avec une forte hétérogénéité entre les régions), mais baisse des surfaces qui fait diminuer la production : 33,9 Mt (soit -3 % par rapport aux cinq dernières années).

**Maïs** : inquiétudes pour la récolte face à la sécheresse. Les premières estimations d'Agreste en août portent sur une baisse de la production de - 9 % par rapport à la moyenne quinquennale, mais l'incertitude est grande. La situation climatique étant préoccupante partout en Europe, ainsi qu'aux Etats-Unis, les cours restent soutenus.

**Oléagineux** : hausse estimée de la production en colza (+ 6,4 % par rapport à la moyenne olympique), stabilité en tournesol mais encore une fois les incertitudes sur les rendements sont très fortes, la hausse des surfaces en tournesol est néanmoins spectaculaire (+20,6 %).

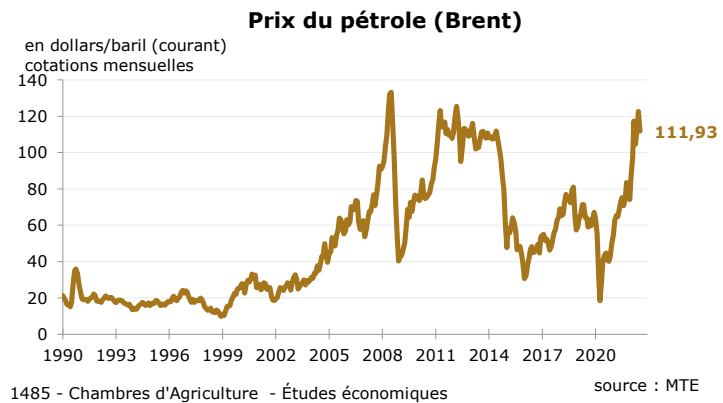
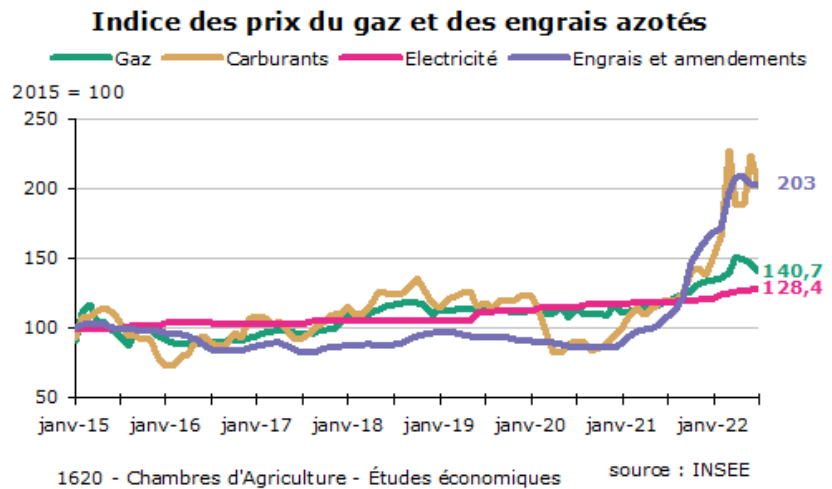
Ce qui caractérise la conjoncture de rentrée en grandes cultures a trait au repli du cours du blé. Ayant atteint les quelque 420€/tonne au printemps, il s'est replié ces derniers jours aux alentours de 320€/tonne. Ce décrochage trouve sa source dans l'Accord du 22 juillet, trouvé entre l'Ukraine et la Russie, sous l'égide de la Turquie et de l'ONU, Accord qui a depuis permis la circulation de navires contenant du blé ukrainien. De plus, les récoltes dans certains bassins européens ont été meilleures que les prévisions l'avaient laissé supposer (France, Allemagne notamment, mais aussi Roumanie).





Maïs et colza enregistrent également de replis de leurs prix : 324€/tonne en rendu Bordeaux et 624€/tonne en FOB Moselle.

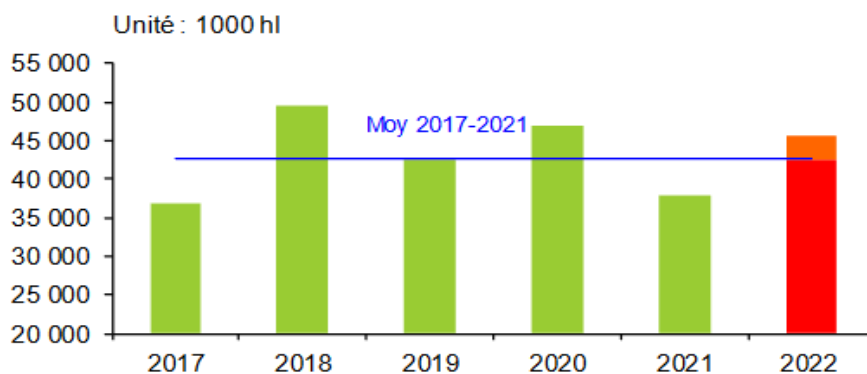
Ces baisses de prix des principaux produits de grandes cultures soulèvent bien évidemment la question de savoir si le ciseau des prix va s'appliquer et s'inscrire dans la durée. Car face à des prix en repli, les charges imputables aux prix des intrants restent élevées (solutions azotées (609€/tonne), NPK (925€), ammonitrate (755€)). L'état des trésoreries des exploitations agricoles dépendra crucialement, dans les mois qui viennent, de la situation sur le marché du gaz, à laquelle il faut adjoindre celle de l'énergie, autre poste important de charge pour les agriculteurs (chauffage des bâtiments, fuel, GNR...).



## Viticulture

Selon les premiers résultats avancés par le Ministère de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire, la production viticole enregistrerait un rebond par rapport à l'an dernier. La production se situerait dans une fourchette allant de 42 à 46 millions d'hectolitres. Il s'agit d'un niveau proche de la moyenne quinquennale. Il faudra attendre le début de l'automne pour avoir une connaissance affinée de la production finale, la sécheresse étant encore active, et les vendanges pas encore terminées. La hausse se situe pour l'heure, entre +13 et +21% par rapport à 2021, et est manifestement tirée par les vins AOP et IGP.

### Production nationale viticole estimée au 1er août 2022



Sources : Agreste pour 2022, Agreste-Douanes pour années antérieures

### Estimation de récolte viticole au 1er août 2022

Unité : 1000 hl

Catégories de vins	Moy (*)	2021	2022/2021	2022/Moy (*)
Vins AOP	18 921	15 992	25 % à 33 %	5 % à 13 %
Vins pour eaux-de-vie	8 949	9 525	-17 % à -11 %	-11 % à -5 %
Vins IGP	11 785	10 159	20 % à 28 %	3 % à 11 %
Autres vins (dont vins sans IG)	3 014	2 155	20 % à 29 %	-14 % à -8 %
<b>TOTAL VINS</b>	<b>42 670</b>	<b>37 830</b>	<b>13 % à 21 %</b>	<b>0 % à 7 %</b>

(\*) moyenne des années 2017 à 2021

Sources : Agreste pour 2022, Agreste-Douanes pour années antérieures

## Fruits

En fruits et légumes, les résultats 2022 apparaissent contrastés, mais globalement, on notera une amélioration des productions comparativement à l'an dernier. La production de **pommes** affiche une hausse de + 8%. Une augmentation qui ramène le secteur dans la moyenne des cinq dernières années 2017-2021. La baisse de la production, qui s'était étalée sur trois années, semble s'interrompre avec le bon résultat, émanant de la plupart des régions productrices, de l'année 2022.

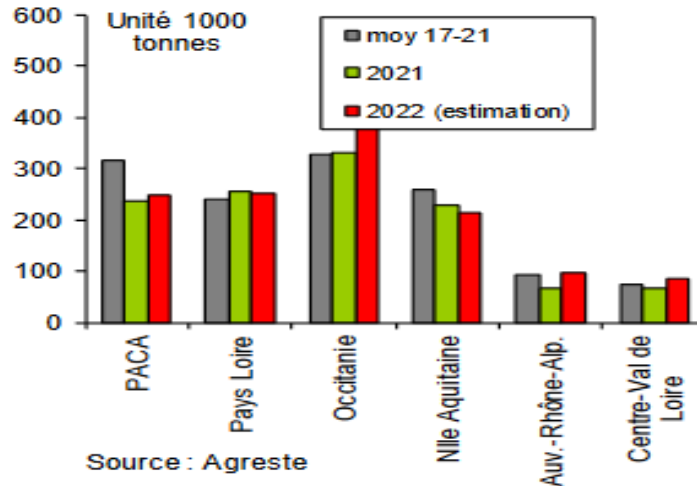
En revanche, le solde commercial de pommes, pourtant l'un des rares domaines où l'excédent est structurel comparativement aux autres produits, se contracte depuis le début de l'année. Les fortes diminutions des exportations vers les Pays Tiers (Singapour, Algérie), et vers l'UE (Espagne, Pays-Bas, Allemagne, Belgique), expliquant ce repli de l'excédent commercial français en pommes.





Après trois années de baisses de la production, parfois violente comme en 2021, l'**abricot** enregistre un net regain de sa production, puisque celle-ci double en un an, pour se fixer à 120 000 tonnes. Cette production s'accompagne d'une demande robuste, en raison du climat estival chaud et sec, propice à la consommation d'abricots. Le prix est par conséquent plus élevé que sur la moyenne 2017-2021.

### Productions nationale et régionale de pommes



La production de **pêches** en 2022 est également mieux orientée, avec quelque 230 000 tonnes récoltées (+17% par rapport à la moyenne 2017-2021). Comme dans le cas de l'abricot, la demande a été bien orientée durant l'été, occasionnant des prix qui, bien qu'en repli entre juin et juillet, sont tout de même supérieurs de +28% à la moyenne 2017-2021.

Complétons ce volet par un éclairage sur le secteur du **melon**. Celui-ci a enregistré une production à la fois précoce et abondante. Avec plus de 300 000 tonnes, la production augmente sur un an de 31%. Cette production abondante a provoqué une crise de marché, dans la mesure où elle s'est ajoutée à un volume élevé d'importations en provenance notamment d'Espagne, et un repli du prix. Le redressement de la demande ces dernières semaines pourrait rééquilibrer le marché, mais, le melon a été déclaré en crise conjoncturel dès la fin du mois de juin.

**Contacts : Thierry Pouch, Marine Raffray, Rémi Dubourg**

